

Melle NAJI Cyrine
30 Avenue du Bel Air

75012 PARIS

AVIS D'ECHEANCE

Indemnités d'occupation

Paris, le 24/07/2026

Période AOÛT 2026

Pour le bien : HERI01-003 situé à :

30 Avenue du Bel Air

75012 PARIS

Terme : Avance

Cet avis est une demande de paiement

Il ne peut en aucun cas servir de reçu ou de quittance de loyer

LIBELLES	DEBIT
Loyer	1 120,00 €
Provisions pour charges	60,00 €
Loyer pour juillet 2026	185,00 €

ECHEANCE EXIGIBLE AU 5 AOÛT 2026 1 365,00 €

COUPON A RETOURNER AVEC VOTRE REGLEMENT

REF : HERI01-003

PERIODE : AOÛT 2026

MONTANT A PAYER : 1 365,00 €

IBAN : FR76 1027 8041 0200 0212 1320 290 BIC : CMCIFR2A

DATE D'EXIGIBILITE : LE 5 DU MOIS

Paiement après le 5 du mois :

Rappel par lettre simple : 9,00 €

Rappel par recommandé AR : 30,00 €

Melle NAJI Cyrine
30 Avenue du Bel Air

75012 PARIS

QUITTANCE POUR LA PERIODE DE JUILLET 2026

Paris, le 24/07/2026

Pour le bien : HERI01-003 situé à :

30 Avenue du Bel Air

75012 PARIS

LIBELLES	CREDIT
Loyer paiement de mai 2026. (Virement	545,00 €
Loyer paiement de juin 2026. (Virement	1 100,00 €
Loyer paiement de juin 2026. (CAF)	20,00 €
Loyer paiement de juillet 2026. (Viremen	935,00 €
Charges paiement de juin 2026. (Viremen	60,00 €
Charges paiement de juillet 2026. (Virem	60,00 €

TOTAL QUITTANCE 2 720,00 €

La présente quittance est éditée sous réserve d'encaissement

Dont quittance, sans préjudice du terme en cours, sous réserve de tout supplément pouvant être dû en vertu des lois et conventions applicables et sous réserve de tous les droits et actions du propriétaire, de toute poursuite qui aurait pu être engagée et de toute décision de justice qui aurait pu être obtenue.

En cas de congé précédemment donné, cette quittance représenterait l'indemnité d'occupation et ne saurait être considéré comme un titre de location.

Cette quittance annule tous les reçus qui auraient pu être donnés pour acompte versés sur le présent terme même si ces reçus portent une date postérieure à la date ci-contre le paiement de la présente quittance n'emporte pas présomption de paiement de termes antérieurs.